

Conseil municipal du 30 juin 2023

Intervention de Jamal El Arch

13.1 ZAC de la Cartoucherie - Installation et mise en service de caméras de vidéo protection : adoption de la convention de financement avec Oppidéa

Sécurité, sécurité, sécurité, caméras, drones, reconnaissance faciale, on n'entend que cela dans votre rhétorique. Alors qu'on devrait entendre insécurité sociale, insécurité environnementale, insécurité démocratique liées à l'échec de vos politiques publiques et de celles de ce gouvernement. Crise du logement, 38 000 demandes de logements sociaux en attente, augmentation folle des loyers, fermeture de classes et dégradation des écoles, remise en cause de la gratuité des musées et augmentation des tarifs, artificialisation des sols, vente de la ville et de notre patrimoine au privé, vente des derniers îlots de fraîcheur aux promoteurs, gel des salaires des agents territoriaux dans un contexte d'inflation galopante.

Sécurité, sécurité, sécurité, caméras, drones, reconnaissance faciale, vous n'avez que ça à vendre. 550 caméras déjà installées contre 25 en 2014 soit 22 fois plus en 8 ans ! 130 sites accueilleront des caméras de vidéosurveillance d'ici 2026, tous les espaces publics sont concernés : transports en commun, autoroutes, galeries marchandes, commerces, administrations, équipements sportifs etc. mais pour quel résultat ?

Sans évaluation scientifique et objective de la situation à Toulouse, je m'appuierai sur une étude nationale effectuée par le sociologue Laurent Mucchielli, directeur de recherche au CNRS et spécialiste des questions de sécurité. Vous allez très certainement nous dire que la science ne sert à rien et les scientifiques non plus comme vous avez osé le dire au dernier Conseil Métropolitain au sujet des questions écologiques ! Dans son étude, il conclut après une enquête de 4 ans de 2012 à 2017 que les affaires élucidées grâce aux images enregistrées ne représentent que 0 à 3 % des affaires résolues par la police et la gendarmerie, contrairement à votre communication mensongère basée sur aucun élément scientifique et qui voudrait nous faire croire le contraire.

Prenons l'année 2016 comme exemple, sur 60 000 affaires seules 4 000 étaient en image. 1 800 ont donné une information à la police et seulement 100 ont permis d'identifier un individu. Ce même sociologue a mesuré l'impact dissuasif de ces dispositifs sur 3 villes de taille différente, une de 7 500 habitants, une autre de 20 000 et la dernière de 860 000 habitants. Dans son livre de mars 2018 et intitulé « Vous êtes filmés » il explique qu'il n'y a pas d'impact dissuasif global parce que tout simplement la vidéosurveillance s'est banalisée.

Dès 2011 la Cour des Comptes s'agaçait de l'absence d'évaluation pour mesurer l'efficacité de ces caméras de surveillance. Les différentes études menées à l'étranger notamment aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Autriche ne démontrent pas l'efficacité de ces dispositifs sur la voie publique toujours selon la Cour des Comptes.

Aujourd'hui, nous sommes en tant que citoyenNEs et éluEs amenéEs à émettre un doute sur le rapport coût avantage, car une caméra coûte en moyenne 20 000 €. Et nous sommes aussi amenés à interroger les vrais enjeux de ces dispositifs de vidéosurveillance !

Nous savons pertinemment qu'il s'agit d'un moyen de surveillance et de contrôle social qui s'inscrit dans une véritable dérive sécuritaire, une réelle atteinte aux libertés individuelles et collectives. C'est une mesure démagogique et électoraliste qui veut faire croire aux citoyens que tout cela servirait à les protéger et que des problèmes humains et de société se résoudront avec des gadgets technologiques. Votre dérive ou délire sécuritaire vous conduit aujourd'hui à soutenir la dissolution de tous les outils de contre-pouvoir citoyens, autonomes et nécessaires à une véritable démocratie comme les Soulèvements de la Terre ou la suppression de l'agrément à l'association Anti-Cor. Mesdames et Messieurs, vous sortez du champ républicain et démocratique, et vous approchez à grand pas de l'extrémisme.

Les questions de sécurité et de sûreté sont tellement sérieuses qu'on ne peut pas les confier aux seuls intérêts du marché. Traiter ces questions, c'est d'abord s'attaquer aux causes et aux mécanismes qui les produisent.

Nous, nous portons une alternative à votre délire sécuritaire à travers une approche basée sur l'humain et le respect du droit par le renforcement des services publics, par l'éducation et la culture accessibles à toutes et à tous, par les solidarités, par l'emploi, par l'amélioration du cadre de vie social et la protection de l'environnement.

Dans ce cadre-là, il nous faudra développer des approches de prévention par l'augmentation des effectifs d'éducateurs, d'animateurs. Il faudra aussi rétablir la police de proximité pour retisser le lien avec les citoyens dans l'esprit des gardiens de la paix.

En tant que républicains, notre préoccupation majeure est la protection des libertés individuelles et collectives et la défense de l'état de droit.